



**PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°63-2023-004

PUBLIÉ LE 11 JANVIER 2023

# Sommaire

## **63\_DDPP\_Direction Départementale de la Protection des Populations du Puy-de-Dôme / Pole Sécurité Routière et Service Transport Prévention des Risques Routiers**

63-2023-01-10-00002 - ARRETE TEMPORAIRE n° DDPP/STPRR/2023-01 (3 pages) Page 3

## **63\_DRDDI\_Direction régionale des douanes et droits indirects d Auvergne /**

63-2023-01-10-00001 - Décision 2023/1 du directeur régional à Clermont-Ferrand portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Lyon (40 pages) Page 7

## **63\_Pref\_Préfecture du Puy-de-Dôme / Courrier**

63-2023-01-06-00004 - Arrêté du 06 Janvier 2023 portant désignation des membres de la formation spécialisée du comité social d'administration de la préfecture et du secrétariat général commun du Puy-de-Dôme (2 pages) Page 48

63-2023-01-11-00001 - Arrêté portant délégation de signature à Madame Gaetane POLLET, Directrice des sécurités (3 pages) Page 51

63-2023-01-11-00002 - Arrêté portant délégation de signature à monsieur Xavier ROULET chef du centre d'expertise et de ressources Titres Certificats d'Immatriculation des Véhicules (CERT CIV) (2 pages) Page 55

## **63\_Pref\_Préfecture du Puy-de-Dôme / Sous-préfecture Issoire**

63-2023-01-06-00003 - Arrêté n°SPI-2023-004 du 06/01/2023 portant modification de l'arrêté préfectoral n°SPI-2021-006 du 04 février 2021 portant nomination des membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales dans les communes de l'arrondissement d'Issoire (2 pages) Page 58

## **63\_Pref\_Préfecture du Puy-de-Dôme / Sous-préfecture Riom**

63-2023-01-09-00004 - ARRÊTÉ MODIFICATIF N°2023-06 portant habilitation pour délivrer le certificat de conformité mentionné au 1er alinéa de l'article L. 752-23 du code de commerce (Habilitation n°CC-13-2020-63) - SAS MALL & MARKET (2 pages) Page 61

63\_DDPP\_Direction Départementale de la  
Protection des Populations du Puy-de-Dôme

63-2023-01-10-00002

ARRETE TEMPORAIRE n° DDPP/STPRR/2023-01



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations**

**ARRETE TEMPORAIRE n° DDPP/STPRR/2023-01**

**Réglementant la circulation sur l'Autoroute A89 commune de Charbonnière les Varennes  
dans le sens Brive/Clermont Ferrand**

Le préfet du Puy-de-Dôme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la route ;  
Vu le code de la voirie routière ;  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu le décret n° 74.929 du 6 novembre 1974 modifiant le décret n° 73.1074 du 3 décembre 1973 relatif à la limitation de vitesse sur les autoroutes ;  
Vu le décret n° 86.475 du 14 mars 1986, relatif à l'exercice du pouvoir de Police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route ;  
Vu le décret du 7 février 1992 modifié par celui du 29 décembre 1997 approuvant la convention passée entre l'Etat et la Société Autoroutes du Sud de la France pour la concession de la construction, et de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre1, 8ème partie, signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et le manuel du chef de chantier des routes à chaussées séparées publié par le SETRA ;  
Vu l'arrêté ministériel du 24 juillet 1967 modifié et complété, relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu la convention de concession et le cahier des charges et notamment son article 14 (règlement d'exploitation et mesures de police) ;  
Vu la note technique (NOR DEVT1606917N) du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers et notamment son annexe 1 ;  
Vu l'arrêté inter préfectoral en date du 25 avril 2019 portant réglementation de la police sur l'autoroute A89 dans la traversée du département du Puy-de-Dôme ;  
Vu l'arrêté permanent d'exploitation sous chantier en date du 29 novembre 2005 ;  
Vu l'arrêté préfectoral N°20221779 du 02 décembre 2022 de délégation de signature à M. Jérôme MALET, sous-préfet, directeur de cabinet du Puy-de-Dôme ;  
Vu l'arrêté préfectoral n°2021-1522 du 06 août 2021, portant délégation de signature à M. Bertrand TOULOUSE, Directeur Départemental de la Protection des Populations du Puy-de-Dôme ;  
Vu l'arrêté n°DDPP/DIR n°21/280 du 26 novembre 2021 portant délégation de signature de M. Bertrand Toulouse, Directeur Départemental de la Protection des Populations, à certains de ses collaborateurs ;

Vu la demande en date du 10/01/2023 présentée par la Société ASF, sollicitant une réglementation de circulation ;

Considérant qu'un accident qui s'est produit le 09/01/2023 sur la commune de Charbonnières les Varennes dans le sens Brive vers Clermont Ferrand sur l'autoroute A89 au PK 344.250 a détérioré le dispositif de retenue en bande d'arrêt d'urgence ;

Considérant que la réparation définitive ne peut pas intervenir immédiatement ;

Considérant que le dispositif provisoire mis en place doit s'accompagner d'une limitation de la vitesse maximale autorisée afin de prévenir tout risque d'accident ;

## ARRÊTE

### Article 1

Du **10 janvier 2023, jusqu'à la date de remise en état des lieux** ou au plus tard le 15 février 2023, la vitesse maximale autorisée est fixée à **90 km/h** sur une distance de 200 m avant et 200 m après le dispositif de retenue provisoire mis en place au niveau du PK 344.250 sur l'autoroute A89 dans le sens Brive Clermont Ferrand

Pour se faire, la vitesse maximale autorisée est progressivement réduite de 130 km/h à 90 km/h par palier de 20 km/h

### Article 2

Pendant la période de réalisation des travaux, il sera dérogé aux principes généraux, de l'arrêté permanent sous chantier :

- L'inter-distance minimale entre deux chantiers consécutifs pourra être réduite à zéro kilomètre afin de garantir l'entretien courant de l'autoroute de part et d'autre du chantier et la coexistence avec d'autres chantiers.

### Article 3

En cas d'incident ou d'accident, les services d'Autoroutes du Sud de la France pourront prendre toutes les mesures qui s'imposent afin d'assurer la sécurité des usagers, et seront autorisés à évacuer immédiatement de la zone de chantier ou des zones de balisage, par poussage ou traction, tout véhicule immobilisé.

### Article 4

Le chantier sera signalé conformément à la réglementation en vigueur.

La signalisation sera mise en place et maintenue opérationnelle par les services ASF.

### Article 5

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Puy de Dôme

### Article 6

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,  
Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations du Puy-de-Dôme,  
Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale du Puy-de-Dôme,  
Monsieur le Commandant de l'Escadron Départementale de Sécurité Routière du Puy-de-Dôme,  
Monsieur le Commandant de l'Escadron Départementale de Sécurité Routière de la Corrèze,  
Monsieur le Président du Conseil Départemental du Puy de Dôme,  
Madame la Directrice Régionale d'Exploitation Centre Auvergne des Autoroutes du Sud de la France,

Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au Directeur du Service des Autoroutes à Bron (69) et à la cellule routière zonale ARA.

Fait à Clermont-Ferrand, le

**10 JAN. 2023**

Le Préfet

*Pour le Préfet  
et par délégation:  
Le Chef du Service S1PRR,*

**Nicolas COMBES**

## Voies et délais de recours

*En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.*

*Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.*

*Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.*

*Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.*

*Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquant, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.*

*Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>*

63\_DRDDI\_Direction régionale des douanes et  
droits indirects d Auvergne

63-2023-01-10-00001

Décision 2023/1 du directeur régional à  
Clermont-Ferrand portant subdélégation de la  
signature du directeur interrégional à Lyon



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

CLERMONT-FERRAND, LE 10 JANV. 2023

*DR Clermont-Ferrand*  
8 RUE RABANESSE  
63012 CLERMONT-FERRAND  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *TAILLANDIER David*  
Téléphone : 09 70 27 32 59  
Télécopie : 04 73 34 79 30  
Mél : [dr-auvergne@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-auvergne@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2023/1 du directeur régional à CLERMONT-FERRAND portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.



Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*TAILLANDIER David*

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Décharge</b>	<b>Recouvrement</b>	<b>Rejet</b>	<b>Restitution</b>	<b>Réduction</b>
<b>TAURIN Carole</b>	350000	350000	350000	350000	350000
<b>RIOU Michel</b>	350000	350000	350000	350000	350000
<b>DELGOVE Vincent</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>HAAS Marie</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>ELIE Louis-Marie</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>PICHOT Ludovic</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>SOULIER Christophe</b>	10000	10000	10000	10000	10000

**Annexe II à la décision n° 2023/1 du 10 janv. 2023 du directeur régional TAILLANDIER David**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>TAURIN Carole</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>RIOU Michel</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>BECKER Verguine</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>DELGOVE Vincent</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>DEPOMMIER Bruno</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DUMARTY Anne-Laure</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DUMARTY Bertrand</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>HAAS Marie</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>JUBAN Elodie</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MEDUS Martine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PAYS Valery</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PETRUCCI Agnes</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ROCHIS Magali</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>SIBILLE Jean-Christophe</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ANNOVAZZI Bertrand</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ARNOUD Bertrand</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BERTRAND Marion</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BETKA Dalila</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BOISSIER Angelique</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BONTEMPS Sebastien</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CHOLVY Antoine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>COGNE Patrice</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>COURTOIS Anthony</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>DEVOLDER Wilhem</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DOMENACH Benoit</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ELIE Louis-Marie</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>ELSENHOHN Valentin</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>FERNANDEZ Cynthia</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GALBOIS Anthony</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>HOUDRE Marion</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>HUMBERT Lionel</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>JEAN Christine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>KHAMMAR Adam</b>	2000	2000	2000	2000	7500

<b>MOUNIER Laurent</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>PICHOT Ludovic</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>RAULT Fabienne</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ROUX Brigitte</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>SOULIER Christophe</b>	10000	10000	10000	10000	15000

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>DEBENNE Stan</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LABBAYE Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>QUINSAT Pascale</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TORREGROSSA Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BELLOT ANTONY Christine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RIOU Michel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BLANCHER Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BURGUE Guy</b>	7500	3000	500	7500
<b>CHADEFAUX Sophie</b>	7500	3000	500	7500
<b>CHAPET Pascal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CHEVALIER Sebastien</b>	7500	3000	500	7500
<b>DEVAUX Isabelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FERRY Carole</b>	7500	3000	500	7500
<b>FORASTE Claire</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FOURNIER Sylvie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FOURNIER Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GENET Nicolas</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LARSONNEUR Victorien</b>	7500	3000	500	7500
<b>LAURENCON Loic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LEGER Jean-Marc</b>	7500	3000	500	7500
<b>LONGERINAS Thierry</b>	7500	3000	500	7500
<b>MAITRIAS Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MALLET Benjamin</b>	7500	3000	500	7500
<b>MARNAT Antoine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MEHEL Françoise</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MICHAUD Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MULLER Jane-Alexandra</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OLLIER Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PROST Jean-Claude</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PRUGNARD Delphine</b>	7500	3000	500	7500
<b>ROBIN Muriel</b>	7500	3000	500	7500
<b>RODRIGUEZ Valerie</b>	7500	3000	500	7500

<b>ROLIN Isabelle</b>	7500	3000	500	7500
<b>SALAS Francoise</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SEPULVEDA Matthieu</b>	7500	3000	500	7500
<b>TARDIEU Jean-Luc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TISSANDIER Laurent</b>	7500	3000	500	7500
<b>TOLLANCE Severine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TREBILLON Lionel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TURPIN Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VERGNE Aurelie</b>	7500	3000	500	7500
<b>BECKER Verguine</b>	3750	1500	500	3750
<b>DELGOVE Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DEPOMMIER Bruno</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DUMARTY Bertrand</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DUMARTY Anne-Laure</b>	7500	3750	1000	7500
<b>HAAS Marie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JUBAN Elodie</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MEDUS Martine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PAYS Valery</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PETRUCCI Agnes</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ROCHIS Magali</b>	7500	3750	1000	7500
<b>SIBILLE Jean-Christophe</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ANNOVAZZI Bertrand</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ARNOUD Bertrand</b>	3750	1500	500	3750
<b>BERTRAND Marion</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BETKA Dalila</b>	3750	1500	500	3750
<b>BOISSIER Angelique</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BONTEMPS Sebastien</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CHOLVY Antoine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>COGNE Patrice</b>	7500	3750	1000	7500
<b>COURTOIS Anthony</b>	3750	1500	500	3750
<b>DEVOLDER Wilhem</b>	3750	1500	500	3750
<b>DOMENACH Benoit</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ELIE Louis-Marie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ELSENHORN Valentin</b>	3750	1500	500	3750
<b>FERNANDEZ Cynthia</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GALBOIS Anthony</b>	3750	1500	500	3750
<b>HOUDRE Marion</b>	7500	3750	1000	7500
<b>HUMBERT Lionel</b>	3750	1500	500	3750
<b>JEAN Christine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>KHAMMAR Adam</b>	3750	1500	500	3750
<b>MOUNIER Laurent</b>	3750	1500	500	3750
<b>PICHOT Ludovic</b>	7500	3750	1000	7500
<b>RAULT Fabienne</b>	7500	3750	1000	7500

<b>ROUX Brigitte</b>	3750	1500	500	3750
<b>SOULIER Christophe</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BONJEAN Nathalie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BONNAMANT Florence</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DESMET Elisabeth</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GALTIER Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GRAMOND Annie</b>	7500	3000	500	7500
<b>LACOSTE Benedicte</b>	7500	3000	500	7500
<b>MALASSAGNE Patrick</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MALIGE Martine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MATARIN Sebastien</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PATANTUONO Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TARDIEU Hugo</b>	7500	3000	500	7500
<b>SANCHEZ Joaquim</b>	15000	7500	1500	15000

## Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>BELLOT ANTONY Christine</b>	1500	5000	10000
<b>RIOU Michel</b>	1500	7500	15000
<b>BLANCHER Bruno</b>	1000	3000	3000
<b>BURGUE Guy</b>	1000	3000	3000
<b>CHADEFAUX Sophie</b>	1000	3000	3000
<b>CHAPET Pascal</b>	1000	3000	3000
<b>CHEVALIER Sebastien</b>	1000	3000	3000
<b>DEVAUX Isabelle</b>	1000	3000	3000
<b>FERRY Carole</b>	1000	3000	3000
<b>FORASTE Claire</b>	1000	3000	3000
<b>FOURNIER Vincent</b>	1000	3000	3000
<b>FOURNIER Sylvie</b>	1000	3000	3000
<b>GENET Nicolas</b>	1000	3000	3000
<b>LARSONNEUR Victorien</b>	1000	3000	3000
<b>LAURENCON Loic</b>	1000	3000	3000
<b>LEGER Jean-Marc</b>	1000	3000	3000
<b>LONGERINAS Thierry</b>	1000	3000	3000
<b>MAITRIAS Guillaume</b>	1000	3000	3000
<b>MALLET Benjamin</b>	1000	3000	3000
<b>MARNAT Antoine</b>	1000	3000	3000
<b>MEHEL Françoise</b>	1500	5000	10000
<b>MICHAUD Sebastien</b>	1000	3000	3000
<b>MULLER Jane-Alexandra</b>	1000	3000	3000
<b>OLLIER Frederic</b>	1000	3000	3000
<b>PROST Jean-Claude</b>	1000	3000	3000
<b>PRUGNARD Delphine</b>	1000	3000	3000
<b>ROBIN Muriel</b>	1000	3000	3000
<b>RODRIGUEZ Valerie</b>	1000	3000	3000
<b>ROLIN Isabelle</b>	1000	3000	3000
<b>SALAS Françoise</b>	1000	3000	3000
<b>SEPULVEDA Matthieu</b>	1000	3000	3000
<b>TARDIEU Jean-Luc</b>	1500	5000	10000
<b>TISSANDIER Laurent</b>	1000	3000	3000
<b>TOLLANCE Severine</b>	1000	3000	3000



<b>TREBILLON Lionel</b>	1000	3000	3000
<b>TURPIN Christophe</b>	1500	5000	10000
<b>VERGNE Aurelie</b>	1000	3000	3000
<b>BECKER Verguine</b>	500	1500	3750
<b>DELGOVE Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>DEPOMMIER Bruno</b>	1000	3750	7500
<b>DUMARTY Anne-Laure</b>	1000	3750	7500
<b>DUMARTY Bertrand</b>	1000	3750	7500
<b>HAAS Marie</b>	1500	7500	15000
<b>JUBAN Elodie</b>	1000	3750	7500
<b>MEDUS Martine</b>	1000	3750	7500
<b>PAYS Valery</b>	1500	7500	15000
<b>PETRUCCI Agnes</b>	1000	3750	7500
<b>ROCHIS Magali</b>	1000	3750	7500
<b>SIBILLE Jean-Christophe</b>	1000	3750	7500
<b>ANNOVAZZI Bertrand</b>	1000	3750	7500
<b>ARNOUD Bertrand</b>	500	1500	3750
<b>BERTRAND Marion</b>	1000	3750	7500
<b>BETKA Dalila</b>	500	1500	3750
<b>BOISSIER Angelique</b>	1000	3750	7500
<b>BONTEMPS Sebastien</b>	1000	3750	7500
<b>CHOLVY Antoine</b>	1000	3750	7500
<b>COGNE Patrice</b>	500	1500	3750
<b>COURTOIS Anthony</b>	500	1500	3750
<b>DEVOLDER Wilhem</b>	1000	3750	7500
<b>DOMENACH Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>ELIE Louis-Marie</b>	1500	7500	15000
<b>ELSENSOHN Valentin</b>	500	1500	3750
<b>FERNANDEZ Cynthia</b>	1000	3750	7500
<b>GALBOIS Anthony</b>	500	1500	3750
<b>HOUDRE Marion</b>	1000	3750	7500
<b>HUMBERT Lionel</b>	500	1500	3750
<b>JEAN Christine</b>	1500	7500	15000
<b>KHAMMAR Adam</b>	500	1500	3750
<b>MOUNIER Laurent</b>	500	1500	3750
<b>PICHOT Ludovic</b>	1500	7500	15000
<b>RAULT Fabienne</b>	1000	3750	7500
<b>ROUX Brigitte</b>	500	1500	3750
<b>SERVE Francois</b>	1000	3750	7500
<b>SOULIER Christophe</b>	1000	7500	15000
<b>LACOSTE Benedicte</b>	1000	3000	3000
<b>MALIGE Martine</b>	200	1000	2000
<b>MATARIN Sebastien</b>	200	1000	2000

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv« 420D », « 420 », « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>TAURIN Carole</b>	30000	100000	250000
<b>DEBENNE Stan</b>	1500	10000	20000
<b>LABBAYE Philippe</b>	1500	10000	20000
<b>QUINSAT Pascale</b>	1500	5000	15000
<b>TORREGROSSA Bruno</b>	1500	10000	20000
<b>BELLOT ANTONY Christine</b>	2000	10000	20000
<b>RIOU Michel</b>	30000	100000	250000
<b>BLANCHER Bruno</b>	1500	5000	15000
<b>BURGUE Guy</b>	1500	4000	7500
<b>CHADEFAUX Sophie</b>	1500	4000	7500
<b>CHAPET Pascal</b>	1500	5000	15000
<b>CHEVALIER Sebastien</b>	1500	4000	7500
<b>DEVAUX Isabelle</b>	1500	5000	15000
<b>FERRY Carole</b>	1500	4000	7500
<b>FORASTE Claire</b>	1500	5000	15000
<b>FOURNIER Sylvie</b>	1500	5000	15000
<b>FOURNIER Vincent</b>	1500	5000	15000
<b>GENET Nicolas</b>	1500	5000	15000
<b>LARSONNEUR Victorien</b>	1500	4000	7500
<b>LAURENCON Loic</b>	1500	5000	15000
<b>LEGER Jean-Marc</b>	1500	4000	7500
<b>LONGERINAS Thierry</b>	1500	4000	7500
<b>MAITRIAS Guillaume</b>	1500	5000	15000
<b>MALLET Benjamin</b>	1500	4000	7500
<b>MARNAT Antoine</b>	1500	5000	15000
<b>MEHEL Francoise</b>	2000	10000	20000
<b>MICHAUD Sebastien</b>	1500	5000	15000
<b>MULLER Jane-Alexandra</b>	1500	5000	15000
<b>OLLIER Frederic</b>	1500	5000	15000
<b>PROST Jean-Claude</b>	1500	5000	15000
<b>PRUGNARD Delphine</b>	1500	4000	7500
<b>ROBIN Muriel</b>	1500	4000	7500
<b>RODRIGUEZ Valerie</b>	1500	4000	7500
<b>ROLIN Isabelle</b>	1500	4000	7500

<b>SALAS Françoise</b>	1500	5000	15000
<b>SEPULVEDA Matthieu</b>	1500	4000	7500
<b>TARDIEU Jean-Luc</b>	2000	10000	20000
<b>TISSANDIER Laurent</b>	1500	4000	7500
<b>TOLLANCE Severine</b>	1500	5000	15000
<b>TREBILLON Lionel</b>	1500	5000	15000
<b>TURPIN Christophe</b>	2000	10000	20000
<b>VERGNE Aurelie</b>	1500	4000	7500
<b>BECKER Verguine</b>	1500	2000	7500
<b>DELGOVE Vincent</b>	10000	25000	30000
<b>DEPOMMIER Bruno</b>	3000	10000	15000
<b>DUMARTY Anne-Laure</b>	3000	10000	15000
<b>DUMARTY Bertrand</b>	3000	10000	15000
<b>HAAS Marie</b>	5000	15000	25000
<b>JUBAN Elodie</b>	3000	10000	15000
<b>MEDUS Martine</b>	3000	10000	15000
<b>PAYS Valery</b>	3000	10000	15000
<b>PETRUCCI Agnes</b>	3000	10000	15000
<b>ROCHIS Magali</b>	3000	10000	15000
<b>SIBILLE Jean-Christophe</b>	3000	10000	15000
<b>ANNOVAZZI Bertrand</b>	3000	10000	15000
<b>ARNOUD Bertrand</b>	3000	2000	7500
<b>BERTRAND Marion</b>	3000	10000	15000
<b>BETKA Dalila</b>	1500	2000	7500
<b>BOISSIER Angelique</b>	3000	10000	15000
<b>BONTEMPS Sebastien</b>	3000	10000	15000
<b>CHOLVY Antoine</b>	3000	10000	15000
<b>COGNE Patrice</b>	1500	2000	7500
<b>COURTOIS Anthony</b>	1500	2000	7500
<b>DEVOLDER Wilhem</b>	3000	10000	15000
<b>DOMENACH Benoit</b>	3000	10000	15000
<b>ELIE Louis-Marie</b>	10000	25000	30000
<b>ELSENHORN Valentin</b>	1500	2000	7500
<b>FERNANDEZ Cynthia</b>	3000	10000	15000
<b>GALBOIS Anthony</b>	1500	2000	7500
<b>HOUDRE Marion</b>	3000	10000	15000
<b>HUMBERT Lionel</b>	1500	2000	7500
<b>JEAN Christine</b>	3000	10000	15000
<b>KHAMMAR Adam</b>	1500	2000	7500
<b>MOUNIER Laurent</b>	1500	2000	7500
<b>PICHOT Ludovic</b>	5000	15000	25000
<b>RAULT Fabienne</b>	3000	10000	15000
<b>ROUX Brigitte</b>	1500	2000	7500

<b>SERVE Francois</b>	3000	10000	15000
<b>SOULIER Christophe</b>	5000	15000	25000
<b>LACOSTE Benedicte</b>	1500	4000	7500
<b>MALIGE Martine</b>	1500	10000	20000
<b>MATARIN Sebastien</b>	1500	10000	20000

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
------------	---------------------	-------------------------	-------------------------

**Annexe VII à la décision n° 2023/1 du 10 janv. 2023 du directeur régional TAILLANDIER David**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>TAURIN Carole</b>	30000	250000
<b>DEBENNE Stan</b>	1500	20000
<b>LABBAYE Philippe</b>	1500	20000
<b>QUINSAT Pascale</b>	1500	15000
<b>TORREGROSSA Bruno</b>	1500	20000
<b>BELLOT ANTONY Christine</b>	2000	20000
<b>RIOU Michel</b>	30000	250000
<b>BLANCHER Bruno</b>	1500	15000
<b>BURGUE Guy</b>	1500	7500
<b>CHADEFAUX Sophie</b>	1500	7500
<b>CHAPET Pascal</b>	1500	15000
<b>CHEVALIER Sebastien</b>	1500	7500
<b>DEVAUX Isabelle</b>	1500	15000
<b>FERRY Carole</b>	1500	7500
<b>FORASTE Claire</b>	1500	15000
<b>FOURNIER Vincent</b>	1500	15000
<b>FOURNIER Sylvie</b>	1500	15000
<b>GENET Nicolas</b>	1500	15000
<b>LARSONNEUR Victorien</b>	1500	7500
<b>LAURENCON Loic</b>	1500	15000
<b>LEGER Jean-Marc</b>	1500	7500
<b>LONGERINAS Thierry</b>	1500	7500
<b>MAITRIAS Guillaume</b>	1500	15000
<b>MALLET Benjamin</b>	1500	7500
<b>MARNAT Antoine</b>	1500	15000
<b>MEHEL Françoise</b>	2000	20000
<b>MICHAUD Sebastien</b>	1500	15000
<b>MULLER Jane-Alexandra</b>	1500	15000
<b>OLLIER Frederic</b>	1500	15000
<b>PROST Jean-Claude</b>	1500	15000
<b>PRUGNARD Delphine</b>	1500	7500
<b>ROBIN Muriel</b>	1500	7500
<b>RODRIGUEZ Valerie</b>	1500	7500
<b>ROLIN Isabelle</b>	1500	7500
<b>SALAS Françoise</b>	1500	15000
<b>SEPULVEDA Matthieu</b>	1500	7500

<b>TARDIEU Jean-Luc</b>	2000	20000
<b>TISSANDIER Laurent</b>	1500	7500
<b>TOLLANCE Severine</b>	1500	15000
<b>TREBILLON Lionel</b>	1500	15000
<b>TURPIN Christophe</b>	2000	20000
<b>VERGNE Aurelie</b>	1500	7500
<b>BECKER Verguine</b>	1500	7500
<b>DELGOVE Vincent</b>	10000	30000
<b>DEPOMMIER Bruno</b>	3000	15000
<b>DUMARTY Bertrand</b>	3000	15000
<b>DUMARTY Anne-Laure</b>	3000	15000
<b>HAAS Marie</b>	5000	25000
<b>JUBAN Elodie</b>	3000	15000
<b>MEDUS Martine</b>	3000	15000
<b>PAYS Valery</b>	3000	15000
<b>PETRUCCI Agnes</b>	3000	15000
<b>ROCHIS Magali</b>	3000	15000
<b>SIBILLE Jean-Christophe</b>	3000	15000
<b>ANNOVAZZI Bertrand</b>	3000	15000
<b>ARNOUD Bertrand</b>	1500	7500
<b>BERTRAND Marion</b>	3000	15000
<b>BETKA Dalila</b>	1500	7500
<b>BOISSIER Angelique</b>	3000	15000
<b>BONTEMPS Sebastien</b>	3000	15000
<b>CHOLVY Antoine</b>	3000	15000
<b>COGNE Patrice</b>	1500	7500
<b>COURTOIS Anthony</b>	1500	7500
<b>DEVOLDER Wilhem</b>	3000	15000
<b>DOMENACH Benoit</b>	3000	15000
<b>ELIE Louis-Marie</b>	10000	30000
<b>ELSENHORN Valentin</b>	1500	7500
<b>FERNANDEZ Cynthia</b>	3000	15000
<b>GALBOIS Anthony</b>	1500	7500
<b>HOUDRE Marion</b>	3000	15000
<b>HUMBERT Lionel</b>	1500	7500
<b>JEAN Christine</b>	3000	15000
<b>KHAMMAR Adam</b>	1500	7500
<b>MOUNIER Laurent</b>	1500	7500
<b>PICHOT Ludovic</b>	5000	25000
<b>RAULT Fabienne</b>	3000	15000
<b>ROUX Brigitte</b>	1500	7500
<b>SERVE Francois</b>	3000	15000
<b>SOULIER Christophe</b>	5000	25000

<b>LACOSTE Benedicte</b>	1500	7500
<b>MALIGE Martine</b>	1500	20000
<b>MATARIN Sebastien</b>	1500	20000



**Annexe VIII à la décision n° 2023/1 du 10 janv. 2023 du directeur régional *TAILLANDIER David***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
------------	---------------------	-------------------------

**Annexe IX à la décision n° 2023/1 du 10 janv. 2023 du directeur régional TAILLANDIER David**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>TAURIN Carole</b>	30000	300000
<b>TERNON Sylvie</b>	2000	100000
<b>BELLOT ANTONY Christine</b>	2000	60000
<b>RIOU Michel</b>	30000	300000
<b>DEVAUX Isabelle</b>	1500	40000
<b>FORASTE Claire</b>	1500	40000
<b>FOURNIER Sylvie</b>	1500	40000
<b>GENET Nicolas</b>	1500	40000
<b>MAITRIAS Guillaume</b>	1500	40000
<b>MEHEL Françoise</b>	2000	60000
<b>MICHAUD Sébastien</b>	1500	40000
<b>SALAS Françoise</b>	1500	40000
<b>TARDIEU Jean-Luc</b>	2000	60000
<b>TURPIN Christophe</b>	2000	60000
<b>ANNOVAZZI Bertrand</b>	3000	15000
<b>ARNOUD Bertrand</b>	1500	15000
<b>BERTRAND Marion</b>	3000	15000
<b>BETKA Dalila</b>	1500	15000
<b>BOISSIER Angélique</b>	3000	15000
<b>BONTEMPS Sébastien</b>	3000	15000
<b>CHOLVY Antoine</b>	3000	15000
<b>COGNE Patrice</b>	1500	15000
<b>COURTOIS Anthony</b>	1500	15000
<b>DEVOLDER Wilhem</b>	3000	15000
<b>DOMENACH Benoît</b>	3000	15000
<b>ELIE Louis-Marie</b>	10000	15000
<b>ELSENHORN Valentin</b>	1500	15000
<b>FERNANDEZ Cynthia</b>	3000	15000
<b>GALBOIS Anthony</b>	1500	15000
<b>HOUDRE Marion</b>	3000	15000
<b>HUMBERT Lionel</b>	1500	15000
<b>JEAN Christine</b>	3000	15000
<b>KHAMMAR Adam</b>	1500	15000
<b>MOUNIER Laurent</b>	1500	15000
<b>PICHOT Ludovic</b>	5000	15000

<b>RAULT Fabienne</b>	3000	15000
<b>ROUX Brigitte</b>	1500	15000
<b>SERVE Francois</b>	3000	15000
<b>SOULIER Christophe</b>	5000	15000

**Annexe X à la décision n° 2023/1 du 10 janv. 2023 du directeur régional TAILLANDIER David**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
------------	---------------------	----------------



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

CLERMONT-FERRAND, LE 10 JANV. 2023

*DR Clermont-Ferrand*  
8 RUE RABANESSE  
63012 CLERMONT-FERRAND  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *TAILLANDIER David*  
Téléphone : 09 70 27 32 59  
Télécopie : 04 73 34 79 30  
Mél : [dr-auvergne@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-auvergne@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2023/1 du directeur régional à CLERMONT-FERRAND portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2023/1 du 10 janv. 2023 du directeur régional  
TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2023/1 du 10 janv. 2023 du directeur régional  
TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*



**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2023/1 du 10 janv. 2023 du directeur régional  
TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>Matricule 39767</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 40287</b>	200	1000	2000
<b>Matricule 42531</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42534</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 42590</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43226</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 44189</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 44284</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44599</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 44674</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 44721</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 44985</b>	1500	5000	10000
<b>Matricule 44994</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 45172</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 45326</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45549</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 45559</b>	1500	5000	10000
<b>Matricule 46619</b>	200	1000	2000
<b>Matricule 47131</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50072</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 50112</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 50340</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 50818</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 50948</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 51744</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51872</b>	1500	5000	10000
<b>Matricule 51957</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 52032</b>	1500	5000	10000
<b>Matricule 52388</b>	1000	3000	3000

<b>Matricule 52646</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 53162</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 53180</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53308</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 54349</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 55100</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 55188</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 55676</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 55754</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 56132</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 56458</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 56728</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 56971</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 57029</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 57322</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 57410</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 57470</b>	1000	7500	15000
<b>Matricule 57508</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 57744</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 58536</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 58550</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 58729</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 58746</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59006</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 59009</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59170</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59189</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59402</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 59694</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 59774</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 59781</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59848</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 60178</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 60233</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 60288</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 60688</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 61432</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 61550</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 61604</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 61897</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 62026</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 63317</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 63421</b>	500	1500	3750

<b>Matricule 63532</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 64246</b>	1000	3000	3000
<b>Matricule 64752</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 65196</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 65326</b>	1000	3750	7500

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV« 420D », « 420 », « 421 » (délict douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 39767</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 40287</b>	1500	10000	20000
<b>Matricule 41361</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 42531</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 42534</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 42590</b>	10000	25000	30000
<b>Matricule 43226</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 43733</b>	1500	10000	20000
<b>Matricule 43741</b>	1500	10000	20000
<b>Matricule 44189</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 44284</b>	30000	100000	250000
<b>Matricule 44599</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 44674</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 44721</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 44985</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 44994</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 45172</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 45326</b>	10000	25000	30000
<b>Matricule 45549</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 45559</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 46619</b>	1500	10000	20000
<b>Matricule 47131</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50072</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 50112</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50340</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 50818</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50948</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 51744</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 51872</b>	2000	10000	20000

<b>Matricule 51957</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 52032</b>	2000	10000	20000
<b>Matricule 52388</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 52391</b>	30000	100000	250000
<b>Matricule 52646</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 53162</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 53180</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 53308</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 53335</b>	1500	10000	20000
<b>Matricule 54349</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 55100</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 55188</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 55676</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 55754</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 56132</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 56458</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 56728</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 56971</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 57029</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 57322</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 57410</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57470</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 57508</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57744</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 58536</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 58550</b>	3000	2000	7500
<b>Matricule 58729</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 58746</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59006</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 59009</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59170</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59189</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59402</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 59694</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 59774</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 59781</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 59848</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 60178</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 60233</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 60288</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 60688</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 61432</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 61550</b>	3000	10000	15000

<b>Matricule 61604</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 61897</b>	1500	5000	15000
<b>Matricule 62026</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 63317</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 63421</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 63532</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 64246</b>	1500	4000	7500
<b>Matricule 64752</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 65196</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 65326</b>	3000	10000	15000

**Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2023/1 du 10 janv. 2023 du directeur régional  
TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------



**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2023/1 du 10 janv. 2023 du directeur régional  
TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
Matricule 39767	3000	15000
Matricule 40287	1500	20000
Matricule 41361	1500	15000
Matricule 42531	3000	15000
Matricule 42534	1500	7500
Matricule 42590	10000	30000
Matricule 43226	1500	15000
Matricule 43733	1500	20000
Matricule 43741	1500	20000
Matricule 44189	1500	7500
Matricule 44284	30000	250000
Matricule 44599	3000	15000
Matricule 44674	1500	15000
Matricule 44721	1500	7500
Matricule 44985	2000	20000
Matricule 44994	1500	15000
Matricule 45172	1500	7500
Matricule 45326	10000	30000
Matricule 45549	1500	15000
Matricule 45559	2000	20000
Matricule 46619	1500	20000
Matricule 47131	3000	15000
Matricule 50072	1500	7500
Matricule 50112	3000	15000
Matricule 50340	1500	7500
Matricule 50818	3000	15000
Matricule 50948	1500	15000
Matricule 51744	5000	25000
Matricule 51872	2000	20000
Matricule 51957	1500	7500
Matricule 52032	2000	20000

<b>Matricule 52388</b>	1500	7500
<b>Matricule 52391</b>	30000	250000
<b>Matricule 52646</b>	1500	15000
<b>Matricule 53162</b>	1500	15000
<b>Matricule 53180</b>	3000	15000
<b>Matricule 53308</b>	1500	15000
<b>Matricule 53335</b>	1500	20000
<b>Matricule 54349</b>	1500	15000
<b>Matricule 55100</b>	1500	7500
<b>Matricule 55188</b>	1500	7500
<b>Matricule 55676</b>	1500	7500
<b>Matricule 55754</b>	1500	15000
<b>Matricule 56132</b>	1500	15000
<b>Matricule 56458</b>	3000	15000
<b>Matricule 56728</b>	1500	7500
<b>Matricule 56971</b>	1500	7500
<b>Matricule 57029</b>	1500	7500
<b>Matricule 57322</b>	1500	7500
<b>Matricule 57410</b>	3000	15000
<b>Matricule 57470</b>	5000	25000
<b>Matricule 57508</b>	3000	15000
<b>Matricule 57744</b>	3000	15000
<b>Matricule 58536</b>	1500	7500
<b>Matricule 58550</b>	1500	7500
<b>Matricule 58729</b>	1500	15000
<b>Matricule 58746</b>	3000	15000
<b>Matricule 59006</b>	1500	15000
<b>Matricule 59009</b>	3000	15000
<b>Matricule 59170</b>	3000	15000
<b>Matricule 59189</b>	3000	15000
<b>Matricule 59402</b>	1500	15000
<b>Matricule 59694</b>	1500	7500
<b>Matricule 59774</b>	1500	7500
<b>Matricule 59781</b>	5000	25000
<b>Matricule 59848</b>	1500	7500
<b>Matricule 60178</b>	3000	15000
<b>Matricule 60233</b>	1500	15000
<b>Matricule 60288</b>	1500	15000
<b>Matricule 60688</b>	1500	7500
<b>Matricule 61432</b>	3000	15000
<b>Matricule 61550</b>	3000	15000
<b>Matricule 61604</b>	1500	7500
<b>Matricule 61897</b>	1500	15000

<b>Matricule 62026</b>	1500	7500
<b>Matricule 63317</b>	3000	15000
<b>Matricule 63421</b>	1500	7500
<b>Matricule 63532</b>	1500	7500
<b>Matricule 64246</b>	1500	7500
<b>Matricule 64752</b>	1500	7500
<b>Matricule 65196</b>	3000	15000
<b>Matricule 65326</b>	3000	15000

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2023/1 du 10 janv. 2023 du directeur régional  
TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------

## Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
Matricule 42531	3000	15000
Matricule 43226	1500	40000
Matricule 44284	30000	300000
Matricule 44721	1500	15000
Matricule 44985	2000	60000
Matricule 45326	10000	15000
Matricule 45549	1500	40000
Matricule 45559	2000	60000
Matricule 47131	3000	15000
Matricule 51744	5000	15000
Matricule 51872	2000	60000
Matricule 51957	1500	15000
Matricule 52032	2000	60000
Matricule 52391	30000	300000
Matricule 52646	1500	40000
Matricule 53308	1500	40000
Matricule 53795	2000	100000
Matricule 54349	1500	40000
Matricule 56728	1500	15000
Matricule 57410	3000	15000
Matricule 57470	5000	15000
Matricule 57744	3000	15000
Matricule 58536	1500	15000
Matricule 58550	1500	15000
Matricule 59006	1500	40000
Matricule 59170	3000	15000
Matricule 59189	3000	15000
Matricule 59402	1500	40000
Matricule 60178	3000	15000
Matricule 60688	1500	15000

<b>Matricule 61432</b>	3000	15000
<b>Matricule 61550</b>	3000	15000
<b>Matricule 61604</b>	1500	15000
<b>Matricule 62026</b>	1500	15000
<b>Matricule 63317</b>	3000	15000
<b>Matricule 63421</b>	1500	15000
<b>Matricule 64752</b>	1500	15000
<b>Matricule 65196</b>	3000	15000
<b>Matricule 65326</b>	3000	15000

**Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2023/1 du 10 janv. 2023 du directeur régional  
TAILLANDIER David**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

**ATTENTION :** toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
---	---------------------	----------------

63\_Pref\_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2023-01-06-00004

Arrêté du 06 Janvier 2023 portant désignation  
des membres de la formation spécialisée du  
comité social d'administration de la préfecture  
et du secrétariat général commun du  
Puy-de-Dôme



Arrêté du 06 janvier 2023

portant désignation des membres de la formation spécialisée du comité social  
d'administration de la préfecture et du secrétariat général commun du Puy-de-Dôme

**Le Secrétaire général de la Préfecture du Puy-de-Dôme,**

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat;

Vu l'arrêté du 3 juin 2022 instituant des comités sociaux d'administration au sein des ministères de l'intérieur et des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 2022 relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du ministère de l'intérieur et des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 2022 portant désignation des membres du comité social d'administration de la préfecture et du secrétariat général commun du Puy-de-Dôme ;

Vu le procès-verbal de dépouillement et de proclamation des résultats du 8 décembre 2022 ;

Vu les désignations communiquées par les organisations syndicales pour la composition de la formation spécialisée ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont désignés en qualité de représentants du personnel au sein de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail du comité social d'administration ministériel unique :

Membres titulaires	Membres suppléants
<b>Au titre de</b>	
<b>FO PRÉFECTURES ET DES SERVICES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR</b>	
M. VIROT Sébastien	Mme THUEL Céline
M. ROGER Alain	Mme GRAND Delphine
M. SOALAHY Romain	Mme GERENTES Catherine

<b>Au titre de la CFDT</b>	
Mme TARAGNAT Marie-France	Mme REY Pascale
M. BUFFET Arnaud	M. DUBOIS Laurent
<b>Au titre de UATS-UNSA/SAPÂCMI</b>	
M. LEGROS Pascal	Mme DUBOIS Nathalie

- Article 2

Le mandat des membres de la formation spécialisée susvisée entrent en vigueur à compter du lundi 9 janvier 2023.

Article 3

Le secrétaire général de la Préfecture du Puy-de-Dôme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le Clermont-Ferrand, le 06 janvier 2023

Le Secrétaire Général

Laurent LENOBLE

**Voies et délais de recours**

*En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.*

*Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.*

*Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.*

*Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.*

*Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.*

*Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>*

63\_Pref\_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2023-01-11-00001

Arrêté portant délégation de signature à  
Madame Gaetane POLLET, Directrice des  
sécurités



**PRÉFET  
DU  
PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME  
ARRÊTÉ N°

**20230043**

**Secrétariat général commun**

**ARRÊTÉ**  
**portant délégation de signature à Madame Gaëtane POLLET,**  
**Directrice des sécurités**

Le préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de monsieur Philippe CHOPIN, en qualité de préfet du Puy-de-Dôme ;

**Vu** l'arrêté n° U14636600218107 portant détachement de madame Gaëtane POLLET dans un emploi fonctionnel en tant que directrice des sécurités à la Préfecture du Puy-de-Dôme ;

**Vu** le décret du 14 novembre 2022 portant nomination de monsieur Jérôme MALET, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Puy-de-Dôme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°202218610 du 08 décembre 2022 portant organisation de la préfecture du Puy-de-Dôme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 20220587 du 26 avril 2022 portant délégation de signature à madame Gaëtane POLLET, directrice des sécurités à la Préfecture du Puy-de-Dôme ;

Sur proposition du directeur de cabinet du préfet du Puy-de-Dôme,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** – Délégation de signature est donnée à madame Gaëtane POLLET, conseillère d'administration de l'Intérieur et de l'Outre-mer, directrice des sécurités, à l'effet de signer tous actes administratifs relatifs aux affaires entrant dans les attributions et compétences de la direction des sécurités.

**Article 2** – Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de madame Gaétane POLLET, à

### **1. Service de la sécurité intérieure**

- monsieur Hervé MASPIMBY, attaché principal d'administration, chef du service concernant les attributions du service de sécurité intérieure définies à l'article 2 de l'arrêté n° 2020-2515 du 29 décembre 2020 modifié susvisé.

- sous l'autorité de monsieur Hervé MASPIMBY, et en cas d'absence ou d'empêchement,

à madame Hélène DULOVIC, adjointe au chef de service, secrétaire administrative de classe normale, pour les affaires courantes du service de sécurité intérieure.

à monsieur Philippe DUCREUX, secrétaire administratif de classe normale et monsieur Arnaud BUFFET, secrétaire administratif de classe normale à l'effet de signer les pièces relatives à l'instruction des dossiers suivants :

- réglementation des armes ;
- autorisation de port d'armes des convoyeurs de fonds et autres ;
- chiens dangereux ;
- certificats d'acquisition et bons de commande d'explosifs ;
- agrément et habilitation à l'emploi d'explosifs ;
- déclaration de spectacle pyrotechnique ;
- agrément de détention et d'utilisation des artifices de divertissement ;
- agréments et habilitations liés à la sûreté aéroportuaire.
- demandes d'agrément de gardes particuliers ;
- duplicata de permis de chasser.

à madame Philippe RONGIER, adjoint administratif principal de 2ème classe, à l'effet de signer les correspondances relatives à la vidéo-protection et aux débits de boissons.

à madame Khéidja PESERY, adjointe administrative principale de 1ère classe, à l'effet de signer les correspondances relatives à la MILDECA (Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives) et la DILCRAH (Délégation Interministérielle à la lutte contre le Racisme l'Antisémitisme et la haine anti-LGBT) .

### **2. Service interministériel de défense et protection civiles**

- monsieur David BESSON, attaché principal hors classe, chef du service pour signer les actes administratifs relevant des missions du service interministériel de défense et protection civiles définies à l'article 2 de l'arrêté de n° 2020-2515 du 29 décembre 2020 modifié susvisé,

- sous l'autorité de monsieur David BESSON, et en cas d'absence ou d'empêchement :

à monsieur Christian DURIEUX, adjoint au chef de service, secrétaire administratif de classe exceptionnelle,

à madame Marie-Hélène RANGER, adjointe au chef de service, secrétaire administrative de classe exceptionnelle,

à monsieur Marc VALLA, secrétaire administratif de classe exceptionnelle,

à madame Geneviève PELIGRY, secrétaire administrative de classe exceptionnelle,

à madame Christelle FAYRET, secrétaire administrative classe normale,

à monsieur Neil MARION, secrétaire administratif de classe normale,

pour les missions du service interministériel de défense et de protection civiles définies à l'article 2 de l'arrêté de n° 2020-2515 du 29 décembre 2020 modifié susvisé.

### **3. Bureau des droits à conduire**

- madame Micaela FERREIRA, secrétaire administrative classe normale, cheffe du bureau des droits à conduire à l'effet de signer :

- les arrêtés et correspondances relatifs à la tenue des réunions des commissions médicales des permis de conduire et à la procédure de retrait et de suspension du permis de conduire ;
- les récépissés de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul ;
- les actes administratifs relevant des missions du bureau (REF 61, REF 44, ...).

**Article 3** – Sont exclus des délégations consenties aux articles 1, 2 et 3, les pièces et décisions suivantes :

- les arrêtés de portée réglementaire, relevant d'autres matières que les droits à conduire ou les agréments dépendant des missions de la direction des sécurités,
- les circulaires,
- les correspondances adressées au Président du Conseil régional et aux Conseillers régionaux, au Président du Conseil départemental et aux Conseillers départementaux,
- les courriers adressés aux parlementaires et aux maires des chefs lieux d'arrondissement,
- les requêtes introductives d'instance.

**Article 4** - L'arrêté préfectoral n° 20220587 du 26 avril 2022 portant délégation de signature à madame Gaëtane POLLET, directrice des sécurités à la Préfecture du Puy-de-Dôme est abrogé.

**Article 6** – Le directeur de cabinet et la directrice des sécurités sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le **11 JAN. 2023**

Le préfet,

Philippe CHOPIN



#### Voies et délais de recours

*En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.*

*Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.*

*Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.*

*Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.*

*Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.*

*Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citovens.telerecours.fr/>*

63\_Pref\_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2023-01-11-00002

Arrêté portant délégation de signature à  
monsieur Xavier ROULET chef du centre  
d'expertise et de ressources Titres Certificats  
d'Immatriculation des Véhicules (CERT CIV)



**ARRÊTÉ**

**portant délégation de signature à monsieur Xavier ROULET  
chef du centre d'expertise et de ressources  
Titres Certificats d'Immatriculation des Véhicules (CERT CIV)**

Le préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la  
Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la route ;

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

**Vu** le décret n° 2003-727 du 1er août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2009-136 du 9 février 2009 portant diverses dispositions relatives aux plaques et inscriptions, à la réception et à l'homologation et à l'immatriculation des véhicules ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet du Puy-de-Dôme ;

**Vu** le décret du 16 juillet 2021 nommant monsieur Laurent LENOBLE secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2009 relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°20221861 du 08 décembre 2022 portant organisation de la préfecture du Puy-de-Dôme ;

**Vu** la décision du préfet du Puy-de-Dôme du 27 octobre 2017 portant nomination de monsieur Xavier ROULET en qualité de chef du centre d'expertise et de ressources Titres Certificats d'Immatriculation des Véhicules (CERT CIV) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** – Délégation de signature est donnée à monsieur Xavier ROULET, conseiller d'administration de l'Intérieur et de l'Outre-Mer, chef du centre d'expertise et de ressources Titres Certificats d'Immatriculation des Véhicules (CERT CIV), à l'effet de signer tous les actes administratifs relatifs aux affaires entrant dans les attributions et compétences du centre d'expertise et de ressources Titres Certificats d'Immatriculation des Véhicules (CERT CIV).



**Article 2** – Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de monsieur Xavier ROULET, à monsieur Daniel HABONNEL, attaché d'administration d'État, en ce qui concerne ses attributions, à l'effet de signer les correspondances courantes qui n'emportent pas décision réglementaire ou interprétation du droit, relatives aux fraudes.

**Article 3** – Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de monsieur Xavier ROULET, à madame Florence COSTILLE, attachée principale d'administration d'État, à l'effet de signer les correspondances courantes relatives à ses attributions.

**Article 4** – Sont exclus des délégations consenties aux articles 1 à 3, les pièces et décisions suivantes :

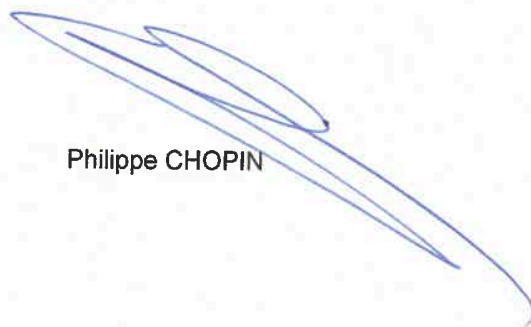
- arrêtés de portée réglementaire,
- circulaires et instructions générales aux collectivités territoriales,
- courriers aux parlementaires.

**Article 5** – Le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme et le chef du centre d'expertise et de ressources Titres Certificats d'Immatriculation des Véhicules (CERT CIV) sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le

**11 JAN. 2023**

Le Préfet,



Philippe CHOPIN

#### Voies et délais de recours

*En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.*

*Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.*

*Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.*

*Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.*

*Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.*

*Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>*

63\_Pref\_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2023-01-06-00003

Arrêté n°SPI-2023-004 du 06/01/2023 portant  
modification de l'arrêté préfectoral  
n°SPI-2021-006 du 04 février 2021 portant  
nomination des membres des commissions de  
contrôle chargées de la régularité des listes  
électorales dans les communes de  
l'arrondissement d'Issoire

**ARRÊTÉ N° SPI-2023-004**

**portant modification de l'arrêté préfectoral  
n°SPI-2021-006 du 04 février 2021  
portant nomination des membres  
des commissions de contrôle chargées  
de la régularité des listes électorales  
dans les communes de l'arrondissement d'Issoire**

Le Préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code électoral, notamment ses articles L. 19 et R. 7 à R. 11 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 17 août 2021 portant nomination de Monsieur Bertrand DUCROS en qualité de Sous-Préfet d'Issoire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°20221216 du 16 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Bertrand DUCROS, Sous-Préfet d'Issoire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°SPI-2021-006 du 04 février 2021 portant nomination des membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales dans les communes de l'arrondissement d'Issoire, modifié les 04 mai 2021, 29 juin 2021, 08 novembre 2021, 08 février 2022, 10 mai 2022, 07 juin 2022 et 02 décembre 2022 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°SPI-2022-044 portant convocation des électeurs de la commune de DAUZAT-SUR-VODABLE les 25 septembre et 02 octobre 2022 pour procéder à l'élection de trois conseillers municipaux ;

**Vu** la lettre de démission du 28 septembre 2022 du conseil municipal de DAUZAT-SUR-VODABLE Monsieur Olivier CHABASSEUIL, membre de la commission de contrôle, de la commune DAUZAT-SUR-VODABLE ;

**Vu** l'élection du maire et des adjoints de la commune de DAUZAT-SUR-VODABLE du 09 octobre 2022 ;

**Vu** les propositions du conseil municipal de DAUZAT-SUR-VODABLE du 09 octobre 2022, reçue le 20 décembre 2022 ;

**Considérant** qu'il convient de nommer, dans chaque commune, les membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales pour une durée de trois ans, après chaque renouvellement intégral du conseil municipal ;

**Considérant** les modifications de désignation à effectuer ;

### ARRÊTE

**ARTICLE 1** - L'annexe à l'arrêté préfectoral n°SPI-2021-006 du 04 février 2021 portant nomination des membres des commissions de contrôle chargées de la régularité des listes électorales dans les communes de l'arrondissement d'Issoire est modifiée comme suit :

Pour la commune de DAUZAT-SUR-VODABLE  
(COMMUNES DE MOINS DE 1 000 HABITANTS ET COMMUNES DE 1 000 HABITANTS ET PLUS  
COMPOSÉES SELON L'ARTICLE L. 19 VII) :

Commune	Conseiller municipal	Délégué de l'administration	Délégué du Tribunal Judiciaire
DAUZAT-SUR-VODABLE	<b>AUTEROCHE Adeline</b> Suppléant : <b>LEFRANCOIS Charlene</b>	MOREL Christelle Suppléant : FAURE Claude	VAISSAIRE Véronique Suppléant : LELEU Pascale

Le reste est sans changement.

**ARTICLE 2** - Le Sous-Préfet d'Issoire et le Maire de la commune de DAUZAT-SUR-VODABLE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Issoire, le 06 janvier 2023

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet d'Issoire,

Bertrand DUCROS

#### Voies et délais de recours

*En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.*

*Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.*

*Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.*

*Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.*

*Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.*

*Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>*

63\_Pref\_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2023-01-09-00004

ARRÊTÉ MODIFICATIF N°2023-06 portant  
habilitation pour délivrer le certificat de  
conformité mentionné au 1er alinéa de l'article  
L. 752-23 du code du commerce  
(Habilitation n°CC-13-2020-63) - SAS MALL &  
MARKET



**ARRÊTÉ MODIFICATIF N°2023-06**  
**portant habilitation pour délivrer le certificat de conformité mentionné au 1<sup>er</sup> alinéa**  
**de l'article L. 752-23 du code du commerce**  
**(Habilitation n°CC-13-2020-63)**

Le préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code du commerce ;

**Vu** la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

**Vu** le décret n°2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la nouvelle composition des CDAC, à l'étude d'impact ;

**Vu** l'arrêté du ministre de l'économie et des finances du 28 juin 2019 fixant le contenu du formulaire de demande d'habilitation pour établir le certificat de conformité mentionné au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 752-23 du code de commerce ;

**Vu** la demande de modification d'habilitation déposée par Monsieur Bertrand BOULLÉ, Président de la SAS MALL & MARKET, située 18 rue Troyon, 75017 PARIS, en date du 9 janvier 2023 ;

**Vu** les pièces du dossier, concluant que le demandeur satisfait au cahier des charges réglementaires ;

**Considérant** la complétude du dossier ;

**Sur** proposition du sous-préfet

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** – Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2020-64 publié au RAA n° 63-2020-106 le 09/09/20 habilitant la société **SAS MALL & MARKET** à réaliser les certificats de conformité pour les projets situés sur l'ensemble du territoire du département du Puy-de-Dôme (**Habilitation CC-13-2020-63**), le préfet du Puy-de-Dôme prend acte du changement des personnes habilitées.

**Article 2** –

- Madame Maud GOUSSEF
- Madame Mouna BEN HASSAN
- Madame Julia VASSELON-GAUDIN
- Monsieur Yacine TARIKET

de la société **SAS MALL & MARKET** sont habilités à réaliser les certificats de conformité nécessaires aux projets situés sur l'ensemble du territoire du département du Puy-de-Dôme (**Habilitation n°CC-13-2020-63**).

**Article 3** – Toute modification dans les indications fournies dans le dossier présenté à l'appui de la demande d'habilitation doit être déclarée dans les deux mois à Monsieur le Préfet du Puy-de-Dôme.

**Article 4** – Cette habilitation peut être suspendue ou retirée, après mise en demeure, par le représentant de l'État dans le département où les faits auront été constatés, pour les motifs suivants:

- Non respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance, définies en application des dispositions des articles R752-6, R. 752-6-1, R752-6-2 ;
- Non exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée ;
- Atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

Dans le cas d'un délégataire, le retrait de l'habilitation entraîne la déchéance des délégations.

**Article 5** – L'organisme habilité ne peut pas établir le certificat de conformité d'un projet :

- dans lequel lui-même, ou l'un de ses membres est intervenu, à quel titre ou stade que ce soit ;
- s'il a des liens de dépendance juridique avec le pétitionnaire.

Une déclaration sur l'honneur de ce chef devra être annexée au certificat de conformité par son auteur.

**Article 6** – Le sous-préfet de l'arrondissement de Riom est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Riom, le 9 janvier 2023

Le sous-préfet de Riom,



Olivier MAUREL

#### Voies et délais de recours

*En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.*

*Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.*

*Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.*

*Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.*

*Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.*

*Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>*